



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2024782

**Objet : FERMETURE EXEPTIONNELLE DU MARCHÉ COMMUNAL HEBDOMADAIRE LE MERCREDI 25
DECEMBRE 2024 ET LE MERCREDI 01 JANVIER 2025**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014,

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,

Vu le code de la Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R 623-2,

Vu l'arrêté 2023-16/6.1 en date du 12 janvier 2023 réglementant les marchés hebdomadaires de la commune d'Aigues-Mortes

Considérant la demande effectuée par les représentants des commerçants du marché hebdomadaire de la commune d'Aigues-Mortes

Considérant la non-présence des commerçants le 25 décembre 2024 et le 01 janvier 2025 sur le marché.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Par dérogation à l'arrêté 2023-16/6.1 en date du 12 janvier 2023, fixant les jours du marché hebdomadaire sur la commune, le marché communal est exceptionnellement fermé le mercredi 25 décembre 2024 et le mercredi 01 janvier 2025.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est affiché, pour information des commerçants, sur le tableau prévu à cet effet avenue Frédéric Mistral.

ARTICLE 3 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Madame la Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Madame la Commandante de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 12 décembre 2024

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN